



Vendredi 20 janvier 2022,

Monsieur le Directeur académique,  
Mesdames, Messieurs les membres du CTSD

L'année scolaire prochaine, la hausse des effectifs sur le département continue avec une prévision de 1197 élèves supplémentaires à accueillir : 264 en collège SEGPA et 933 en lycée EREA. Cette augmentation est constante avec près de 6000 élèves depuis 2018. Il est donc normal de penser que la DGH départementale suive cette progression. Il n'en est rien. Les moyens sont toujours contraints comparés à l'évolution de la démographie scolaire. De nombreux établissements vont devoir renoncer à des projets.

Le taux des HSA illustre bien la stagnation des moyens. Il est toujours élevé même si on constate une très légère diminution (- 0,4 point en collège et - 0,47 point en lycée). On continue d'ajuster les DGH des établissements avec les HSA plutôt qu'en augmentant les HP. L'Education nationale financera encore l'augmentation du nombre d'élèves avec des heures supplémentaires et non des heures postes avec 3 conséquences :

- \* Il n'y aura pas de recrutement de professeurs pour faire face à l'augmentation des élèves.

- \* les enseignants vont prendre les HSA pour ne pas pénaliser les élèves et permettre le bon fonctionnement des établissements.

- \* Un nombre élevé d'élèves par classe. Un seuil de 30 élèves par classe en collège est trop important alors qu'il y a quelques années les seuils étaient plus bas.

De ce fait, l'accueil des élèves supplémentaires reposera sur les enseignants déjà en poste et sur leur capacité à assumer des heures supplémentaires, sur la fermeture de postes ou des postes partagés.

Le SGEN-CFDT demande un rééquilibrage des DGH avec une augmentation des HP à la hauteur des besoins donc à la création de postes titulaires et une baisse des HSA que celles-ci ne soient plus imposées mais choisies.

De plus, la réserve de DGH non distribuée est insuffisante pour faire face aux ajustements à opérer d'ici la rentrée scolaire prochaine :

- \* En collège 60H d'HP et 560,5H d'HSA soit 620,5H

- \* En lycée 188H d'HP et 190H d'HSA ou 378H

Lors du GT, il nous a été dit qu'il n'y avait pas d'enveloppe d'heures en réserve gardée par le rectorat. Les ajustements seront difficiles et financés majoritairement par des HSA en collège.

La distribution des IMP interroge aussi. Que ce soit en collège ou en lycée, les IMP distribuées sont supérieures à celles attribuées. Leur financement est pris sur les HSA... On finance avec des heures devant élèves des missions qui se font sans élèves alors que les DGH sont déjà insuffisantes pour faire face aux besoins des établissements. A quand une véritable dotation des établissements en IMP qui viendrait reconnaître l'investissement des personnels sans être prise sur la DGH globale?

Ces moyens contraints sont à l'origine de l'épuisement des personnels et du manque d'attractivité du métier. Enseigner devient de plus en plus difficile : classes surchargées avec des profils d'élèves variés à prendre en charge, professeurs exerçant sur plusieurs établissements, heures supplémentaires imposées, personnels en nombre insuffisant sont à l'origine d'une surcharge de travail et d'un stress constant. Les conditions de travail sont dégradées. Le peu de considération, la nette impression d'être un simple pion augmentent le mal-être des agents. La crise sanitaire est venue amplifier l'exaspération et l'épuisement des enseignants. Ils ont dû gérer, en plus d'injonctions contradictoires, l'enseignement en distanciel / présentiel, demi-jauges, l'application chaotique de x protocoles sanitaires, des élèves qui se sont éloignés des apprentissages à remobiliser et l'augmentation de la violence et de leur mal-être etc.

Les défis auxquels sont soumis les établissements scolaires sont nombreux. Les DGH insuffisantes ne permettent pas aux enseignants de travailler dans de bonnes conditions et pénalisent les apprentissages des élèves. Le calcul des DGH doit partir des établissements : laisser aux équipes en place, qui connaissent parfaitement leur public, la liberté de définir leurs besoins et donc leur DGH ! Le ministère de l'Education nationale semble peu préoccupé par les conditions de travail de ses agents et des élèves ; comment croire à l'adhésion des équipes pédagogiques des établissements scolaires dans ces conditions ? Il est temps que le ministère écoute les acteurs de terrain et leurs représentants et construisent avec eux un autre projet éducatif. Le SGEN-CFDT milite en ce sens.